

Tamie
(20 872 hab.)

n° **102**
Avril 2011

CONTRATON

Futaba
(6 889 hab.)

STOP

NUCLEAIRE

原子
力
反対

Ôkuma
(11 513 hab.)

Fukushima n°1

- Reacteur n°5
- Reacteur n°6
- Reacteur n°1
- Reacteur n°2
- Reacteur n°3
- Reacteur n°4

Le site de la centrale nucléaire Fukushima n°1 (Fukushima Dai-ichi)

- Périmètre de la centrale nucléaire Fukushima n°1
6 réacteurs mis en service entre 1971 et 1979
- Prédiction de la hauteur des tsunامي au niveau des réacteurs :
1m-2m, maximum : 2m-4m. Source : Carte de Prévention des Risques de la commune de Ôkuma, 2007 (大瀬町防災マップ平成19年)
- Zone d'altitude inférieure à 10m (théoriquement inondée/endommagée par le tsunami du 11/3/11)
- Agglomération / bâti dense

Futaba (6 889 hab.) Commune (chô) et population en 2010

- Groupe scolaire / Mairie (zone refuge)
- Altitude / point coté

80m
N
0 5km

Fukushima n°2
5 km

sommaire n° 102

Couverture	Compub
Edito	Anne Cécile 3
Genève	Manif Pierre Vanek 4-5
Japon	Catastrophe de Fukushima	S. Bertrand/ O.De Marcellus 5-6
Analogie	de Fukushima à Mühleberg	E. Weiss 7-8
Suisse	Face cachée du nucléaire	G. Nibbio 9
Genève	Constituante 160E	P.V / ACR 10
Déchets	Les as d'Asse	Ph. Progin 11-12
France/USA	34 réacteurs avariés	Pierre Vanek 13
Actions	1000 Grues / Grande Vigie 14
Infos	 15
Agenda militant	 16

ContrAtom

CP 65
CH - 1211 Genève 8
Téléphone/répondeur:
022 740 46 12
www.contrAtom.ch
info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1300 exemplaires
- Graphisme atelier Compub
- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F
Abonnement au journal uniquement 30.- F
Soutien: 60.- F
ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.
Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0

MOBILISATION AVEC INDEPENDENT-WHO...

Participez à la vigie pour une heure, un jour, une semaine...

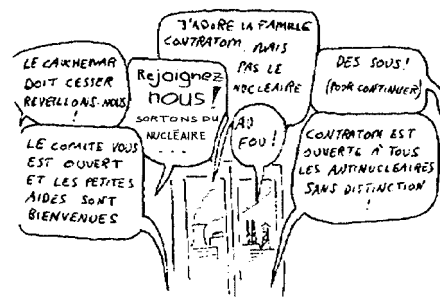
à Genève
(hébergement offert).

Depuis le 26 avril 2007, tous les jours ouvrables, de 8h à 18h, des vigies veillent devant le siège de l'OMS au carrefour des Morillons à Genève pour demander l'indépendance de l'OMS vis-à-vis de l'AIEA. Cette action internationale qui, par relais, mobilise maintenant 205 personnes, est soutenue par une large coalition d'ONG(s) qui veulent que la vérité éclate sur les conséquences des rayonnements ionisants provoqués par l'industrie nucléaire civile et militaire.

Inscriptions Vigies:

Paul Roullaud + 0033 (0) 240 87 60 47 . Paul Roullaud @ free.fr

Toutes les infos sur <http://www.independentwho.info/>



Découvrez et faites découvrir la revue

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Abonnement-découverte: 45.- Fr.s les 6 premiers numéros.
Ou abonnement d'un an: 85.- Fr.s les 12 numéros.



Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à **ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8** en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai.

Vous pouvez aussi payer directement sur le CCP: 17-497696-4 ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève



Chères, Chers ContrAtomistes,

Combien de catastrophes faudra-t-il encore pour qu'on nous donne enfin raison?

Le cauchemar qu'endure actuellement le peuple japonais nous laisse sans voix! Tremblement de terre destructeur, tsunami démentiel et maintenant l'angoisse face au péril nucléaire et à ses retombées radioactives sournoises et mortifères!

Vers le peuple japonais meurtri, si courageux et digne, s'envolent nos pensées émues et solidaires.

Dans ce tragique contexte, est-ce de l'indécence, comme le prétendent certains, de remettre une nouvelle fois en question l'énergie nucléaire? Est-ce indécent d'enjoindre nos dirigeants à réfléchir sur les risques que cette technologie mortelle fait courir tant à la population qu'à son environnement? Est-ce de l'opportunisme que d'exiger qu'on envisage enfin sérieusement la sortie du nucléaire? Certes, Doris Leuthard, cheffe du Département de l'énergie a annoncé le 16 mars dernier qu'elle suspendait les procédures en cours concernant les projets de trois nouvelles centrales nucléaires projetées par Axpo, Alpiq et les FMB. Mais nous ne sommes pas dupes: des votations consultatives devaient avoir lieu à ce sujet ces prochains mois et l'on peut, sans être grand clerc, présager du résultat qui serait sorti des urnes! Il s'agit donc pour les autorités fédérales de calmer le jeu et de reprendre toute l'histoire quand l'émotion sera retombée!

Nous allons, dès lors, nous employer énergiquement à stopper ces funestes projets! Dans l'immédiat, il faut que les diverses manifestations mises sur pied au cours de ces prochaines semaines connaissent une participation record, comme cela a été le cas lors de la grande manif organisée par ContrAtom, le 27 mars dernier à Genève. (lire en p. 4-5). **Le 26 avril prochain, à l'occasion de la commémoration de la terrible catastrophe de Tchernobyl, vous êtes appelés chaleureusement à participer à une nouvelle manifestation à Genève, puis, le 22 mai à la marche antinucléaire «Sortons du nucléaire» prévue dans le voisinage de la centrale de Beznau dans le canton d'Argovie.**

Nous comptons aussi assurer une présence antinucléaire dans le cortège genevois du 1er mai. Ne manquez pas d'être des nôtres lors de ces manifestations! Ensemble, nous demanderons la fermeture de nos cinq vieilles casseroles nucléaires et en premier lieu celle de Mühleberg. Cette centrale, construite en 1972 est de la même génération et du même type (à eau bouillante) que celle de Fukushima et présente près de 3 mètres de fissures sur le manteau du réacteur: «A Mühleberg, une chose de sûre, les fissures». Ensuite, nous exigerons l'abandon définitif des projets de construction de nouvelles centrales car nous ne saurions nous contenter d'un simple moratoire sur «les procédures d'autorisation» les concernant visant à mettre la question au frigo en attendant des jours meilleurs pour le nucléaire! Et pour ce qui est des mobilisations à Genève, nous ne manquerons pas d'exiger la réintégration de l'art. 160E de la Constitution genevoise que l'Assemblée constituante a cru bon de supprimer! Exigez aussi que le Conseil d'Etat, comme le commande cet article, emploie vraiment «tous les moyens juridiques et politiques» pour appuyer sérieusement l'arrêt des centrales helvétiques, à commencer par celle de Mühleberg.

Tournons-nous résolument vers les économies d'énergie et vers les renouvelables car l'avenir sera décidément dénucléarisé ou ne sera pas, c'est une évidence!

Ensembles nous gagnerons cette bataille pour la vie!

...A tout de suite sur le terrain!

Anne-Cécile



GRANDE MANIF ANTINUCLÉAIRE À GENÈVE

près de 3000 manifestant-e-s dans la rue

Après avoir participé à une première semaine de piquets dans la rue, à l'initiative de Greenpeace, ContrAtom avait annoncé une «grande manifestation» antinucléaire pour le samedi 26 mars à Genève. Pari tenu!

Organisée par ContrAtom et soutenue par un large front de plus d'une vingtaine d'organisations, syndicats, partis, mouvements, associations... (v. liste en encart ci-contre) la manifestation a en effet été un grand succès en termes de mobilisation.

Si la dépêche ATS reproduite par la majorité des médias annonçait - à tort ! - 1000 manifestant-e-s seulement, nos comptages dans les Rues-Basses, effectués par des personnes expérimentées ayant la consigne de ne pas gonfler les chiffres, donnaient une fourchette de 2400 à 2800 participant-e-s à la manifestation...

Les organisations suivantes ont soutenu la manifestation de ContrAtom

Association AIPAZCOMUN (Suisse) • Comité pour l'Annulation de la dette du Tiers-Monde / CADTM-Suisse • Centre Europe Tiers-Monde (CETIM) • Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) • Coordination Climat et Justice sociale • Femmes pour la

Paix (GE) • Gauche Anticapitaliste • Greenpeace (Groupe de contact GE) • Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) • Collégien-ne-s contre le Nucléaire • Jeunes Vert-e-s • Les Verts (GE + CH) • Maison populaire de Genève • Noé 21 • Parti du Travail • Parti socialiste genevois • Réseau Objection de Croissance (ROC-GE) • solidaritéS • Sortir du Nucléaire • Syndicat SIT • United Black Sheep (UBS) • WWF (GE)...

Et - au-delà du nombre - il y avait d'autres facteurs réjouissants. En premier lieu, la composition de la manifestation. Si les «anciens combattants» antinucléaires s'y sont retrouvés bien sûr, une forte présence de jeunes démontrait que la sortie rapide du nucléaire peut compter sur l'appui d'une génération montante de militant-e-s...

Par ailleurs, malgré le caractère tragique des événements au Japon et la solidarité nécessaire avec ce peuple martyr - encore une fois après Hiroshima et Nagasaki - la manifestation était loin d'être une marche funèbre ou silencieuse. Au contraire, emmenés par Anne-Cécile au micro, les slogans antinucléaires ont été repris avec un élan et une énergie remarquable par les participant-e-s.

A ceux qui veulent atomiser la Terre....

A côté des grands classiques, comme par exemple «*Inactifs aujourd'hui, radioactifs demain!*» d'une actualité évidemment toujours brûlante, on a pu en entendre de nouveaux comme par exemple «*A ceux qui veulent atomiser la Terre... La Terre répond, vous êtes une bande de cons!*» Et, en effet, ce qualificatif est le moindre de ceux qu'on peut appliquer aux tenant-e-s du nucléaire envers et contre tout, qui refusent de se rendre à l'évidence que l'atome, c'est fini! Schneider-Amman, conseiller fédéral libéral-radical n'affirme-t-il

pas n'être «pas encore arrivé à la conclusion que nous devrions renoncer à la technologie nucléaire». La ministre PDC Leuthard se répand sur la «difficulté» et les «énormes efforts» nécessaires, le cas échéant, pour sortir du nucléaire traitant cette exigence de «demande irréfléchie». Maurer de l'UDC dénonce quant à lui l'«hystérie atomique» des antinucléaires... Un sommet dans ce sens a été atteint par la porte-parole romande du lobby patronal *économiesuisse* qui, samedi 26 mars dans la Tribune de Genève, affirmait que «Si on nous démontre que l'on peut faire sans dans 70 ou 80 ans, on ne va pas s'y accrocher...» Mais, pour l'heure ils s'y accrochent: les profits des actionnaires du nucléaire, passent avant tout, avant la vie même de leurs concitoyen-ne-s. C'est précisément la recette de la catastrophe de Fukushima, c'est la recette aussi d'un tChernobyl helvétique.

La Terre est ronde et... le nucléaire c'est fini!

Pour les manifestant-e-s dans les rues de Genève comme pour n'importe qui ayant les pieds sur terre, la question se pose évidemment différemment: il faut arrêter nos centrales le plus rapidement possible, à commencer par les réacteurs de Mühleberg et Beznau... Ce fait est un donné de départ. Il faut le reconnaître comme on reconnaît que la Terre est ronde. Il faut faire avec et le prendre comme paramètre de base: s'ensuivent notamment la nécessité d'un programme massif d'économie d'énergie électrique, avec - par exemple - un passage à une tarification avec un quota électrique «de base» bon marché mais où toute consommation superflue est facturée de manière chère, progressive et dissuasive, on doit aussi édicter des normes contraignantes qui retirent du marché tous les appareils trop énergivores, et encore financer un programme d'investissement

public massif dans les équipements à consommation réduite, offerts notamment aux ménages qui n'ont pas les moyens de se les payer... (Comme l'ont fait les SIG aux Libellules à Genève)...

Les réponses existent et quelle que soit la difficulté à les mettre en œuvre elles le seront toujours bien plus facilement avant une catastrophe atomique qui si on attend passivement qu'un accident nous tombe dessus en multipliant les mesures dilatoires. Pour y arriver, la prochaine étape de mobilisation, c'est bien sûr le 26 avril 2011: 25^e anniversaire de Tchernobyl et date à laquelle ContrAtom appelait déjà à une manifestation à Genève qui devra être encore plus forte que celle du 26 mars... puis le 22 mai il y a un rendez-vous national.



Photo Juan

Il est littéralement vital que ces rendez-vous soient massifs et populaires!

Pierre VANEK

CATASTROPHE DE FUKUSHIMA: ÉTAT DES LIEUX...

Sébastien Bertrand est intervenu, parmi les divers orateurs de ContrAtom, lors de la manifestation du 26 mars, pour tenter de faire un point de situation, basé sur les informations disponibles ce jour là, sur la situation matérielle de la catastrophe en cours de Fukushima. Nous reproduisons ci-dessous son discours, préparé avec Olivier de Marcellus...

La catastrophe nucléaire de Fukushima n'a pas «eu lieu»: la catastrophe est en cours! Chaque jour depuis le 11 mars apporte son lot de nouvelles apocalyptiques premièrement quant aux rejets sur les populations humaines alentours, et à terme sur l'environnement à une plus large échelle; et en second lieu sur l'incurie du lobby des nucléocrates face auxquels on en est réduits à espérer qu'ils parviennent à endiguer ce qui peut encore l'être.

En premier lieu, il faut constater que la contamination est évidemment beaucoup plus étendue que la zone évacuée, il y aurait des points chauds de plus de 1000 kBq/m² à plus de 60 km de la centrale éventrée [Chris Busby], une contamination du même

ordre de grandeur que dans la région de Tchernobyl. A 40km, on aurait retrouvé des légumes contenant 1600 fois la dose maximale admissible de césium [Pr Muramatsu, expert radiologiste].

Les quantités de radionucléides qui sont en train d'être rejetées dans l'environnement sont phénoménales, même si on peine à obtenir des chiffres: un institut autrichien [cf. GSIEN] parlait quelques jours en arrière de 10% de l'Iode 131 et du Césium 137 rejetés par Tchernobyl: aujourd'hui cet institut parle de 20% pour l'iode mais soudain de 60% du total des rejets de Tchernobyl pour le césium! Et ça fuit toujours de toutes parts!! Entre mardi 22 et vendredi 25 mars, en 3 jours, les taux d'iode 131 retrouvés en mer ont été multipliés par 10 (de 125 fois la limite légale à 1250 fois)!!

Sur le site même, les débits de doses sont effroyables. Comme à Tchernobyl, il y a un va-et-vient macabre de personnels sacrifiés par les firmes TEPCO, Toshiba et Hitachi. En effet, des débits de 500 millisieverts par heure ont été mesurés, forçant à réitérées reprises l'abandon provisoire du site. On a appris le 25 mars que des employés avaient été tellement irradiés qu'il leur en est résulté directement de graves brûlures aux pieds à cause de la proximité de flaques d'eau fortement contaminées.

Le pire demain...

Mais le pire est à venir! En février, les Français venaient de commencer à livrer leur combustible enrichi au plutonium, le MOX.

Il semblerait que seul le réacteur n° 3 en était chargé, mais selon les informations données [au journal Le Temps] par un cadre de l'industrie nucléaire sous couvert d'anonymat, la cuve du réacteur n° 3 est bel et bien fissurée, depuis mercredi 23 mars, et laisserait fuir des liquides et des gaz... Ceci expliquerait peut-être le surprenant et mystérieux «panache» de fumée noire observé à ce moment! Les Genevois-e engagés dans la lutte contre Creys-Malville connaissent bien la radiotoxicité du plutonium: bien réparti, un seul gramme pourrait tuer un million de personnes, et sa toxicité ne diminue de moitié qu'après 25 000 ans! Pour le sarcophage qui sera sans doute édifié un jour autour de Fukushima, il faudra construire plus durable que les pyramides d'Égypte, qui n'ont elles que 4000 ans!



En conséquence, les autorités de sûreté étasuniennes proposent d'étendre la zone d'évacuation à au moins 80 km à la ronde, certains experts parlent de 150 km; cependant personne ne parle d'évacuer à 250 km: on n'évacue pas une mégapole de 35 millions d'habitant-e-s comme Tokyo, même si on sait que la plupart des mieux lotis qui le peuvent s'éloignent prudemment.

Secret et mensonges du lobby

Voilà pour le peu que l'on sait. Mais il faut dénoncer avec véhémence le secret maintenu sur des données dont dépendent la survie, la santé et les conditions de vie de milliers voire de millions de gens. Les informations qui nous parviennent sont partielles et souvent non chiffrées. L'AIEA, Agence internationale pour l'énergie atomique, utilise un vocabulaire des plus vagues: «Les atteintes considérables», les «dommages supposés» pourraient être constatés par chacun d'entre nous au vu des photographies du site dévasté! Leur représentant James Lyons admet mesurer jour après jour de forts niveaux de radiations, avec des sauts, mais «la question est de savoir d'où elles proviennent»!!!! San commentaire!

Certaines données sont peut-être réellement manquantes ce qui confirme l'incapacité des responsables de tous ordres à faire face à la catastrophe en cours. Mais ce qui est encore plus scandaleux, c'est la rétention délibérée d'information, alors que la communauté internationale possède plusieurs réseaux de mesure répartis sur toute la planète. La CRIIRAD a, notamment, reçu une fin de non-recevoir à sa demande de communication des niveaux de contamination de l'air à travers le réseau OTICE, réseau de postes de mesure entretenu à grand frais par les États membres. A la fois les institutions nationales française, étasuniennes, mais aussi l'AIEA et... malheureusement sans surprise, la curieusement nommée Organisation mondiale de la santé (OMS), ont refusé de rendre publiques ces données!

Les responsabilités...

Qui va prendre ses responsabilités quant à l'indemnisation des victimes? Le gouvernement japonais a fait une déclaration tendant à faire croire que «Tepco devra assumer ses responsabilités» mais que «si elle n'avait pas les moyens de dédommager correctement les victimes, l'Etat légiférerait et garantirait les compensations». L'entreprise a par ailleurs «sollicité un prêt bancaire de 2000 milliards de yen (17,4 milliards d'euros) pour reconstruire la centrale et conforter sa trésorerie.». [Le Monde, 23-24 mars].

Il faut savoir qu'au Japon, comme partout - Suisse y compris - le nucléaire est la seule industrie qui n'est pas obligée de s'assurer en fonction d'une responsabilité civile illimitée, car cela aurait rendu le nucléaire trop cher!

Il y aura des centaines de milliers de personnes qui mourront des conséquences de Fukushima, si l'on se réfère à une étude de l'Académie des sciences de New York, qui estime à près d'un million les victimes après Tchernobyl. Il faut ajouter qu'il y en a bien d'autres qui ne sont même pas encore nées et qui mourront des mêmes causes, de l'accumulation dans l'environnement des rejets causés par l'industrie nucléaire, et plus particulièrement de ces deux catastrophes de trop.

Sébastien Bertrand & Olivier de Marcellus

centrales nucléaires suisses) elle ne résiste pas à un tremblement de terre de valeur locale. L'erreur humaine n'est pas à exclure. Le directeur propose maintenant de renforcer le système de refroidissement de secours à Mühleberg après avoir prôné que c'est la centrale la plus sur du monde!

Faire confiance à la surveillance de l'IFSN ? Même Mme Leuthard a mis en doute leur rapport pour les nouvelles centrales après les problèmes au Japon. L'IFSN n'a pas trouvé grave qu'AXPO ait continué l'exploitation de la centrale de Beznau 1 alors que le diesel de secours était hors service à cause d'une inondation (6.7.2006) et celui de l'unité 2 en révision. Les dossiers de surveillance sont seulement partiellement accessibles au public.

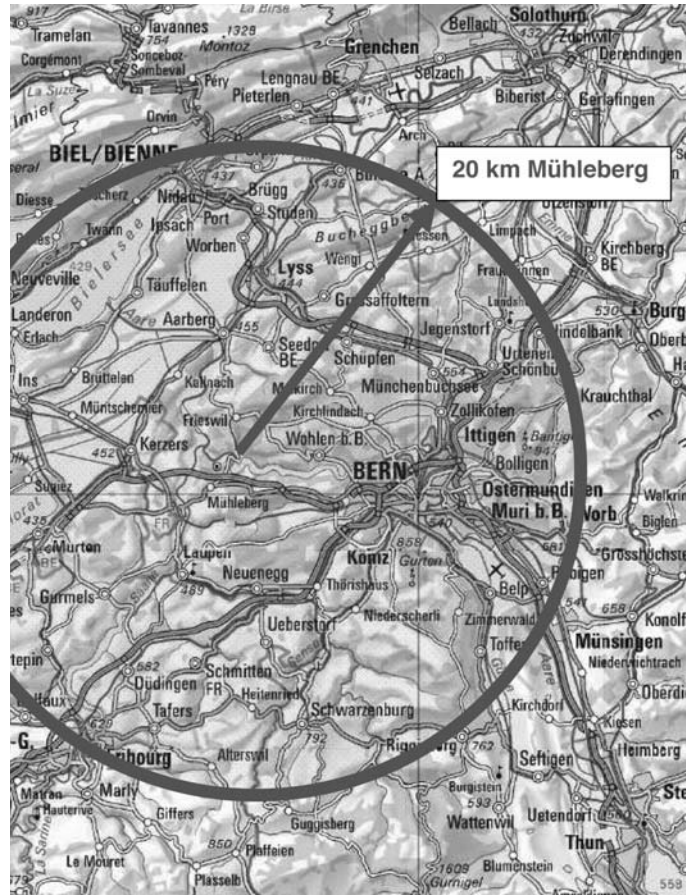
Nous avons développé à la fin des années 80 des scénarios pour sortir du nucléaire. Les politiciens en ont décidé autrement. Mais nous devons maintenant sortir au plus vite de l'ère nucléaire, une énergie beaucoup trop dangereuse.

Réagissons!

L'information des instituts officiels (IFSN et AIEA) est toujours mensongère. L'AIEA avait déclaré le 11 mars au soir (jour du séisme et du tsunami) qu'au Japon les centrales nucléaires sont sous contrôle et il n'y a pas de risques!!!

Venez tous nous rejoindre à la manifestation antinucléaire suisse le 22 mai dans la région de Beznau (plus d'info www.sortonsdunucleaire.ch, www.menschenstrom.ch, www.contratom.ch)!

Erwin Weiss



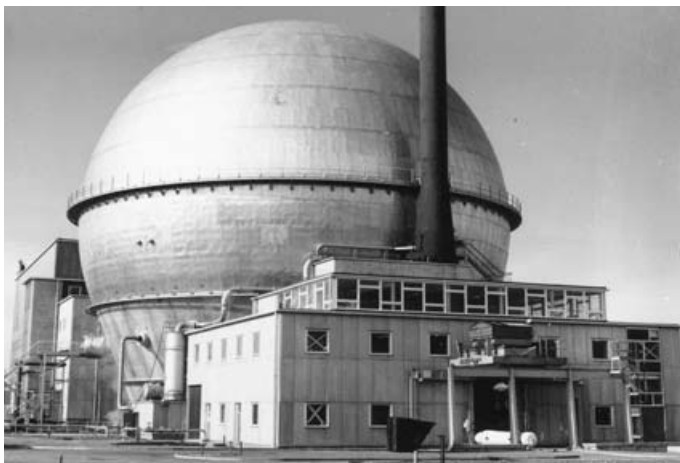
LA FACE CACHÉE DU NUCLEAIRE EN SUISSE

Les informations ci-dessous sont la confirmation des recherches entreprises par Greenpeace dès mars 2009.

Sous la pression des écologistes et en particulier de Greenpeace en octobre 2010, le groupe AXPO, qui possède la centrale de Beznau en Argovie ainsi que des participations dans celle de Gösgen, a reconnu qu'il utilisait du combustible nucléaire (uranium enrichi) provenant des installations russes de MAYAK* à 200 km de Moscou.

MAYAK fait partie, avec Tchernobyl, des zones les plus polluées de la planète. D'une part, suite à l'explosion d'un réservoir de plutonium en 1957, d'autre part parce que les effluents des liquides radioactifs sont stockés en plein air sans mesures de sécurité appropriées. Les conséquences sur la population sont effroyables: cancers, fausses-couches, malformations génétiques et handicaps sont plus élevés que la moyenne.

Lors de l'émission «Rundschau» de la Télévision Suisse alémanique du 8 septembre 2010, le CEO d'AXPO Manfred THUMANN, a admis qu'une partie de l'uranium enrichi utilisé par la société, venait de Mayak. Il a reconnu la difficulté d'en vérifier les conditions de production.



Il est prévu que des experts d'Axpo se rendent en Russie pour vérifier l'ampleur de la pollution à Mayak. Sur la base de leur rapport, le groupe décidera s'il prolonge ou non le contrat d'approvisionnement en uranium enrichi. **En date du 5 octobre 2010, GREENPEACE a adressé une lettre ouverte à la direction et aux actionnaires d'AXPO.**

GREENPEACE demande en particulier:

- Le respect des engagements pris dans le cadre des contrats de fourniture et des prestations des sous-traitants.
- La publication des informations en ce qui concerne le respect des normes de sécurité et de protection des populations et de l'environnement.
- La publication des indications univoques et complètes sur la provenance du combustible nucléaire, comme le demande le Conseil Fédéral.



En date du 22 novembre 2010, AXPO n'a toujours pas fourni de réponse claire.

Réactions en Suisse:

A Genève, les SIG sont actionnaires de la centrale de Gösgen et siègent au conseil d'administration de la société Alpiq, propriétaire de la centrale. Le président des SIG, M. Daniel Mouchet a interpellé le Conseil d'administration de la dite société concernant la traçabilité de l'uranium et de ses conditions de production. A ce jour, aucune information n'a été publiée. Sur le plan fédéral, le Conseiller national Geri Müller (vert AG) et l'actuelle Conseillère Fédérale Simonetta Somaruga (PS) ont aussi soulevé la question de la transparence de la filière de l'uranium enrichi. A ce jour, aucune information n'a été publiée.

*Mayak est une usine de retraitement du plutonium comme la Hague en France et Sellafield au Royaume-Uni. Il n'y a pas de normes internationales pour ces usines. Elles sont des propriétés étatiques et rejettent des effluents radioactifs qui dépassent plusieurs fois les normes autorisées pour les autres installations nucléaires.

LA CONSTITUANTE PERSISTE ET SIGNE

Comme nous l'avons relaté dans nos précédents journaux, l'Assemblée constituante a entrepris de liquider l'art. 160E de la Constitution genevoise. Ce qui a été démantelé ce n'est pas juste l'opposition formelle des autorités genevoises au nucléaire, mais aussi les fondements essentiels de la politique énergétique du canton.

Les antinucléaires n'ont d'ailleurs pas le monopole du mécontentement. Il est largement partagé. En effet, la majorité de la Constituante s'en est pris à nombre d'autres droits et acquis sociaux.

Une consultation biaisée!

Au mois de février dernier, la Constituante a lancé une «consultation» sur l'avant-projet qu'elle a commis, sous forme d'un questionnaire à choix multiples. Cette démarche relevait à l'évidence de la mauvaise foi. Concernant l'art. 160E par exemple la question était rédigée ainsi:

Energie nucléaire

22. La constitution actuelle prévoit que «les autorités cantonales s'opposent par tous les moyens juridiques et politiques à leur disposition à l'installation de centrales nucléaires, de dépôts de déchets hautement et moyennement radioactifs et d'usines de retraitement sur le territoire du canton et au voisinage de celui-ci» (art. 160E al.5). Cette disposition doit-elle être remplacée par un article de l'avant-projet prévoyant la collaboration de l'Etat aux efforts tendant à se passer de l'énergie nucléaire ainsi que le recours au référendum obligatoire pour les mêmes domaines?



Or cette question est biaisée et malhonnête! En effet, l'alternative de maintenir (ou non) l'entier de l'art. 160E, est complètement escamotée. Ceci alors que l'ensemble de l'opposition de la gauche, des Verts et des associations, a voté pour ce maintien en l'état, conformément à la demande des antinucléaires,

Le choix présenté aux citoyen-ne-s est réduit au maintien - ou non - du seul alinéa 5 de l'art. constitutionnel actuel. L'élimination des très nombreuses dispositions qui fondent la politique de l'énergie, antinucléaire et écologique du canton, et qui figurent dans l'art. 160E est ainsi donnée pour acquise.



Passent à la trappe par exemple et en vrac - sans qu'on nous «consulte»:

- l'alinéa 3 sur la «conservation de l'énergie» qui interdit de manière générale le chauffage électrique et la climatisation, et exige explicitement qu'on favorise les déplacements en transports publics, à vélo et à pied...
- la récupération et le recyclage, comme encore l'amélioration de la durabilité des objets manufacturés, ainsi que l'interdiction des tarifs dégressifs en matière électrique, qui va à contre-courant de tout la logique marchande et ultralibérale dans le domaine...
- l'alinéa 4 sur la promotion des énergies renouvelables, de la géothermie notamment, comme aussi l'utilisation des rejets de chaleur...
- l'alinéa 6 de l'art. 160E qui fait obligation aux SIG, actionnaires d'EOS-Holding, actionnaire d'Alpiq, de s'opposer au sein des instances du groupe aux projets de nouvelle centrale nucléaire de celui-ci...

Par ailleurs, la question laisse croire que le peuple ne serait consulté qu'avec la nouvelle mouture constitutionnelle. Or l'art. 160E actuel garantit évidemment que pour autoriser une quelconque installation nucléaire à GE, il faut modifier la Constitution et donc naturellement consulter le peuple!

Nous avons bien évidemment protesté, notamment en distribuant des tracts lors de la Soirée-rencontre organisée par la constituante le 17 février dernier. L'art. 160E doit impérativement être réintégré dans le projet de Constitution, c'est une exigence absolue.



LES AS D'ASSE

Je me trompe ou pas! Il semblerait qu'en Allemagne, le plutonium soit considéré comme déchet faiblement à moyennement radioactif. Comment ça ! Bein, il y en a plus de 28 kilos dans les anciennes mines de sel d'Asse.

Petit rappel des faits. Depuis 1967, les anciennes mines de sel d'Asse (Basse-Saxe) considérées à l'époque comme un centre de recherche et exploitées selon le droit minier, ont accueilli 126.000 fûts de déchets radioactifs de faible et moyenne activité (FMA). Depuis janvier 2009, le puits de Asse est considéré comme un centre de stockage définitif de déchets radioactif FMA et dépend du droit nucléaire, sous la responsabilité de l'office fédéral pour la radioprotection (BFS).

Des problèmes à n'en plus pouvoir

Depuis des dizaines d'années, le site pose de très graves problèmes aux experts : infiltration quotidienne de 12000 L. d'eau saumâtre depuis 1988, menaçant de noyer la mine; danger d'écroulement suite à un remblaiement insuffisant de certaines chambres à l'époque de l'exploitation du sel; méconnaissance partiel du type de déchets et de l'état des fûts.

Selon un rapport d'inventaire de la mine d'Asse du 10 septembre 2010, 8465 fûts ont été coulés dans du béton et entreposés en tant que déchets à faible activité selon les prescriptions de l'époque. Mais selon les normes actuelles, ils contiendraient des

déchets d'activité moyenne car les doses ont été mesurées seulement à l'extérieur des fûts.

L'infiltration de 12000 l d'eau saumâtre pose des problèmes pour l'état géologique de la mine. Si l'on ne veut pas courir à la catastrophe et polluer les nappes phréatiques environnantes, il faut agir. Le BFS a examiné 3 solutions depuis janvier 2009:

1ère option: Récupération des déchets (126000 fûts) qui garantirait la sécurité à long terme. Cela durerait 10 ans et coûterait près de 3,7 milliards d'euros.

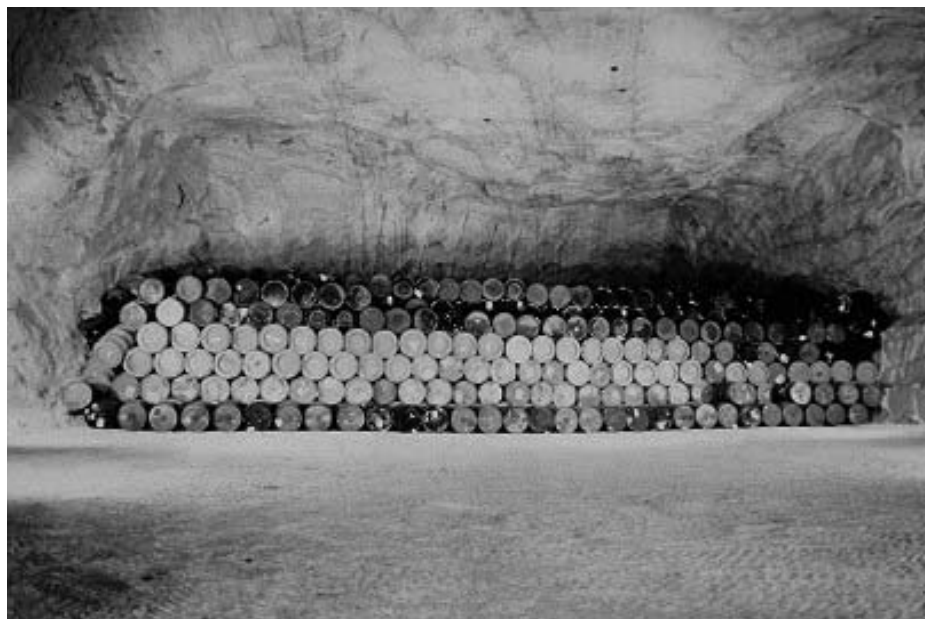
2ème option: Déplacement des déchets dans des couches plus profondes de la mine. Cela serait viable à long terme mais coûterait très cher, serait très lent et le risque serait de ne pas trouver de site approprié.

3ème option: Remplissage de la mine par du béton et une solution basique de chlorure de magnésium. Cela serait plus rapide, facile, moins cher, mais ne garantirait pas une sécurité à long terme

4ème option: Ne rien faire et laisser dans l'état.

Solution bancale

Donc, selon l'état actuel de la loi atomique, c'est la solution de récupération qui prime. Mais voilà, rien n'est simple avec le nucléaire. Le BFS ne sait pas du tout s'il est possible de tout récupérer vu son ignorance sur l'état des fûts entreposés dans des chambres scellées à 511 et 750 mètres de profondeur. En dehors des déchets nucléaires, on devrait trouver de l'arsenic, des



pesticides, du plutonium, du plomb, etc. Cela signifie qu'il faudra commencer par récupérer un petit nombre de fûts afin d'examiner leur état, leur contenu et leur radioactivité. Ensuite, il faudra construire en surface un site intermédiaire de stockage et traitement des déchets avant un entreposage définitif. Celui-ci pourrait bien être l'ancienne mine de fer de Konrad à Salzgitter (à 20 km d'Asse) qui est aménagée actuellement en site de stockage définitif de déchets FMA. Prévue pour 303 000 m³ de déchets, si l'on amène les 100 000 m³ d'Asse, cela ne laisserait plus assez de place pour le reste des déchets FMA prévus jusqu'en 2040.

Et le gouvernement dans tout ça?

L'actuel ministre de l'environnement Norbert Röttgen a annoncé l'année dernière que la solution était la récupération des déchets. Mais les voisins commencent à s'impatienter car rien n'est entrepris à part des causeries. Si l'on y regarde de près, c'est l'option 4 qui a été choisie jusqu'à présent. Il semble qu'aucun membre du gouvernement actuel fédéral et du Land n'ose prendre de décision. Ils ont peur de s'attirer la vindicte de leur parti, de perdre des électeurs s'ils prennent une décision qui coûterait très cher aux contribuables ou de prendre la mauvaise décision. Il faut s'attendre à ce qu'ils refilent la patate chaude aux suivants. L'ancien ministre de l'environnement et actuel chef du SPD Siegmur Gabriel exige une participation financière des responsables du «scandale d'Asse» en particulier les propriétaires des centrales nucléaires qui sont à l'origine de 2 tiers des déchets.

Et pendant ce temps là

On a constaté que la concentration de césium radioactif provenant du liquide de la chambre de stockage N 8 à 750 m de profondeur a doublé passant de 2,4 à 4,3 kilo becquerel par litre durant les 12 derniers mois. Cela indiquerait que les fûts sont endommagés. La quantité de liquide est passé elle, de 4 à 8 litres pendant le même temps.

Les taux de leucémies sont 2 fois supérieurs à la moyenne nationale autour de l'ex mine de sel. Depuis 2002, 18 cas ont été relevés pour 10 000 habitant alors que la moyenne est de 8 cas seulement. 10 femmes ont été atteintes d'un cancer de la thyroïde, soit 3 fois plus qu'à l'ordinaire. Bien que les experts du centre de recherche sur le cancer soient très critiques quant à la

validité de ces chiffres et que le ministère de l'environnement exclue tout lien entre la mine de sel et les chiffres cités, ça laisse songeur tout de même non?

En plus, le taux de naissances depuis le début des années 70 montre qu'il est né anormalement plus de garçons que de filles dans la région. Une anomalie relevée systématiquement autour des sites nucléaires allemands par le centre de recherche Helmholtz de Munich (par ailleurs ancien responsable de l'entreposage des déchets dans la mine d'Asse).

La production de déchets radioactifs doit cesser sinon on court à la catastrophe. Pour un fois, les as ne sont pas gagnants, bien au contraire



Philippe Progin

Sources: Spiegel du 14. 12. 2010 et du n 4 2011
Nucléaire radioprotection et internet du 25. 09. 2010
Gazette nucléaire Mai 2010
Le Courrier du 16. 12. 2010

34 RÉACTEURS AVARIÉS, 60 MILLIARDS GASPILLÉS...

Les antinucléaires français ont sonné l'alarme le mois dernier, avant la catastrophe japonaise, pour demander la fermeture préventive en France de 34 réacteurs manifestant un inquiétant «défaut de série».

L'info était enfouie sur le site de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) française: EDF venait de «découvrir» que sur tous ses réacteurs de 900 MW, en cas de fuite importante du circuit primaire, le circuit d'injection d'eau de sécurité risquait d'être incapable d'empêcher la fusion du cœur. L'ASN avertit que: «en situation accidentelle, pour certaines tailles de brèche du circuit primaire principal, l'injection de sécurité à haute pression pourrait ne pas permettre de refroidir suffisamment le cœur du réacteur.» Le système d'injection d'eau de sécurité est le seul dispositif pour retarder une fusion du cœur nucléaire lors d'une fuite importante d'eau du circuit primaire. Son rôle: injecter massivement de l'eau borée dans ce circuit pour étouffer la réaction nucléaire et refroidir le cœur.

Mais, alors que le premier réacteur 900 MW date de 1977, EDF se découvre incapable de mesurer si l'eau injectée par ce système se répartit bien dans les boucles du circuit primaire de ces réacteurs. C'est ce qui «pourrait ne pas permettre de refroidir suffisamment le cœur du réacteur.»

Le cœur du problème

EDF a donc exploité 34 réacteurs atomiques, dont ceux de la centrale du Bugey dans l'Ain voisin, pendant un quart de siècle, sans s'assurer de l'efficacité du système principal de prévention de fusion du cœur. Pourquoi cette découverte tardive? Il est angoissant qu'un problème aussi grave ait été ignoré des décennies durant, d'autant que les risques sont multipliés par le nombre des réacteurs concernés.

Un accident lié à ces «anomalies» aurait des conséquences catastrophiques. Dans un contexte où les problèmes de sûreté se multiplient, cette éventualité devrait absolument être prise en compte. D'autant que 21 des réacteurs concernés tournent au MOX, un combustible à base de plutonium «recyclé» particulièrement dangereux

La découverte de ces défaillances posait déjà de manière criante la nécessité d'une transition énergétique rapide, pour sortir du risque nucléaire insensé imposé aux Français-es et à leurs voisins depuis des années. D'autant que les défaillances ne sont pas exceptionnelles... Pour preuve, la semaine suivant cette alerte, EDF se voyait obligée de révéler une autre anomalie sur 19 d'entre les réacteurs déjà fragilisés par le défaut non résolu sur les systèmes de refroidissement de secours.

C'était cette fois une usure prématurée des «coussinets» des groupes électrogènes de secours, qui peut entraîner leur défaillance. Or, ces groupes doivent prendre le relais en cas de perte d'alimentation électrique extérieure, pour assurer les «fonctions

vitales» des centrales. La perte d'alimentation d'un réacteur est un facteur de risque d'accident nucléaire majeur.

50 ans de subventions abusives

Pendant que se déroulait, dans l'Hexagone, ce feuilleton de dysfonctionnements nucléaires, c'est des USA qu'est venu fin février un rapport de la respectée «Union of Concerned Scientists» (UCS), sur les aspects économiques du nucléaire. Analysant 50 ans d'histoire de l'énergie atomique aux USA, le rapport révèle que toutes les étapes du cycle nucléaire: des mines d'uranium au stockage des déchets, plus d'une trentaine, ont bénéficié de subventions massives et non remboursables dépassant au total largement la valeur de l'énergie produite.

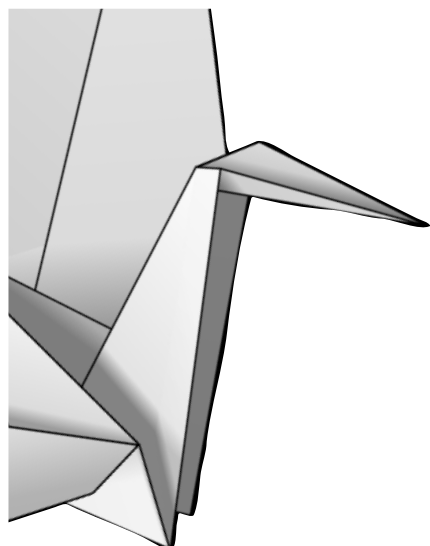
Sans parler du fait que le coût de cette technologie grimpe toujours, malgré ce subventionnement massif, tant au centrales existantes que projetées. Les récentes propositions budgétaires d'Obama fourniraient à l'industrie atomique de nouvelles garanties fédérales pour des prêts à hauteur de 36 milliards de dollars pour la construction de nouveaux réacteurs, conduisant le total de ces prêts, dont le contribuable répond en dernière instance à une soixantaine de milliards. Bref tous les risques du nucléaire sont pris en charge par les citoyen-ne-s, une distorsion grotesque de la prétendue «concurrence» sur le marché entre l'atome et des technologies alternatives et renouvelables...

Pendant ce temps, en Suisse, des citoyen-ne-s votaient. En effet, dans le demi-canton de Nidwald, la question du stockage de déchets nucléaires radioactifs au Wellenberg était repoussée au peuple pour la quatrième fois! A trois contre un, il livrait un NON sonnante à une proposition déjà refusée lors des scrutins antérieurs.

Pierre VANEK



Photo P.V



Action 1000grues.ch

1000 grues (oiseaux) de papier pour la révision de l'accord "WHA 12-40" entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA)

L'accord WHA 12-40

En 1959, l'OMS et l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) ont signé un accord par lequel aucune de ces deux agences de l'ONU ne peut prendre de position publique qui puisse nuire aux intérêts de l'autre.

A cause de cet accord, l'OMS ne publie pas certains rapports, et ne prend pas les mesures nécessaires pour aider les populations contaminées, à Tchernobyl et ailleurs...

Pourquoi des grues de papier?

L'ancienne légende japonaise des mille grues dit que quiconque confectionnant mille grues en origami voit un vœu exaucé.

L'histoire de Sadako (12ans) qui en réalisa 644 avant de mourir d'une leucémie 10 ans après Hiroshima transforma cette action en symbole de paix, en vœux de guérison pour les victimes de la radioactivité. Cette action continue aujourd'hui et des millions de grues sont envoyées chaque année à Hiroshima. Inspirons-nous de cette action pour en envoyer quelques-unes à l'OMS...

Comment participer à l'action www.1000grues.ch

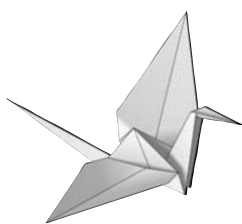
Pliez des grues selon la technique origami, (voir pliage sur le site) de toute les couleurs, de toutes les grandeurs, et aussi avec du papier récupéré. Vous pouvez faire passer un fil dans le corps des grues, avec une perle dessous pour attacher le fil. Elles pourront ainsi être suspendues. Si vous pensez que cela a du sens, écrivez dessus "pour l'OMS" et dans quel pays vous êtes ou écrivez ce qui vous tient à cœur pourvu que cela soit non violent.

Vous pouvez aussi créer un "atelier grues" avec vos proches, par exemple à la fin d'un repas, avec des enfants ; ou dans votre quartier en l'annonçant sur le site : www.chernobyl-day.org

A l'occasion de la 25ème année de la 'catastrophe en cours de Tchernobyl' qui sera célébrée à Genève le mardi 26 avril 2011 (lendemain du lundi de Pâques), vous pourrez apporter vos grues à la place des Nations, entre 15h et 17h30, ou à 18h à la place Neuve au départ de la manifestation qui s'achèvera au Jardin Anglais.

Au cas ou vous ne pouvez pas venir, ou ne pouvez pas vous faire représenter envoyez-les avant le 20 avril 2011 à:

"Sol'ID" - 24, rue Montbrillant -1201 GENEVE



GRANDE VIGIE POUR LES VICTIMES DE TCHERNOBYL

Le mardi 26 avril, de 15h à 18h,

260 portraits de «Liquidateurs» décédés seront placés sur le trottoir, depuis le carrefour des Morillons (l'entrée de l'OMS) jusqu'à la Place des Nations (l'entrée de l'ONU). Cela rappellera à ces deux institutions internationales tout ce que nous devons aux «Liquidateurs» et comment elles les ont abandonnés.

Des personnes se tiendront aux côtés de ces portraits avec un masque blanc symbolisant la contamination radioactive. Cet hommage se terminera vers 18 h par une cérémonie sur la place des Nations.

Pour participer, rendez-vous à 15 h au carrefour de l'Avenue Appia et de la route des Morillons (Bus 8 jusqu'au terminus à l'OMS).

www.independentwho.info/

Contact : Christophe Elain

Courriel : chris.elain@wanadoo.fr

Tél : 022 797 38 30

parallèlement, une action autonome consistera à déposer des grues en papier (d'après la tradition japonaise des 1000 grues) sur la place des Nations entre 15 h et 18 h.

Voir www.1000grues.ch

ADRESSES COURRIEL SVP

Nous sommes en train de reconstituer notre fichier d'adresses courriel (=e-mail). Ce fichier nous permet d'envoyer des annonces d'événements qui ne peuvent attendre la parution du prochain numéro du journal. Si vous souhaitez obtenir de telles annonces, nous vous prions donc de nous communiquer votre adresse courriel,

à info@contratom.ch

E.P.

INDEPENDENT-WHO ET L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

Garante de la santé des populations dans le monde et faisant autorité auprès des Etats, l'OMS, conformément à sa Constitution doit être indépendante de tout intérêt commercial. Or c'est loin d'être le cas, notamment à cause de l'accord du 28 mai 1959, signé avec l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) un accord par lequel aucune de ces deux agences de l'ONU ne peut prendre de positions publiques qui puissent nuire aux intérêts de l'autre

L'une des missions de l'AIEA consiste à faire la promotion du nucléaire civil: nul besoin dès lors de se demander pourquoi l'OMS ne fait pas son travail, notamment en ce qui concerne la gestion de la catastrophe de Tchernobyl, sur-venue le 26 avril 1986. Le collectif „Independent WHO“ s'est constitué afin de lutter contre cette négligence par l'OMS de l'une de ses missions fondamentales, dans le but de restituer à cette organisation son indépendance.



MANIFESTATION NATIONALE DIMANCHE 22 MAI 2011

Réservez la date

Cette année Sortons du nucléaire aura lieu dans le canton d'Argovie.

L'itinéraire prévu se situera dans la région - surnommée «Atomic Valley» - de la centrale nucléaire de Beznau, du site de stockage intermédiaire (Zwilag) et de l'Institut de recherche Paul-Scherrer (PSI).

Ensemble nous cheminerons vers le lieu de la manifestation, à choix sur un itinéraire plutôt long, ou plutôt court. Ce dernier conviendra particulièrement aux familles.

Un programme sera mis sur pied, avec prises de parole, musique, collation, programme pour les enfants et autres activités.

Apportez votre pique-nique et boisson!

L'événement aura lieu par n'importe quel temps.

Les dernières nouvelles sur l'horaire, les lieux de rassemblement, les moyens de transport et le programme sont publiés constamment sur le site Web www.sortonsdunucleaire.ch

E.P.

Viens à la deuxième grande manifestation de Sortons du nucléaire!

Dimanche 22 mai 2011

**SORTONS DU
NUCLÉAIRE** ☸

L'avenir est 100% renouvelable!

Ensemble, sans violence et à pied vers un avenir sûr et propre!

Plus d'infos à l'adresse:
www.sortonsdunucleaire.ch
info@sortonsdunucleaire.ch
+41 (0)77 472 01 39

La descente du nucléaire



MANIFESTATIONS

Mardi 26 avril 2011:

25 ans après la catastrophe de Tchernobyl et 1 mois après celle de Fukushima: **Stop Nucléaire!**

De 15h. à 18h. «Grande Vigie» pour les victimes de Tchernobyl.

r.d.v. 15h. av. Appia-Rte des Morillons, bus 8 terminus OMS. (org. Independent Who).

18h. Grande manifestation antinucléaire r.d.v. Place Neuve. Pour exiger l'arrêt de nos cinq vieilles centrales atomiques, en commençant par celle de Mühleberg, ainsi que l'abandon définitif des projets de construction de nouvelles centrales atomiques. Exigence également de la réintégration par la Constituante de l'art. antinucléaire 160 E dans son projet de constitution. (org. Coordination antinucléaire genevoise)

1er mai:

tronçon antinucléaire dans le cortège du 1er mai R.d.v. 1/4 d'heure avant le départ au niveau de la Brasserie Bagatelle côté rue Necker.

22 mai:

manif/marche antinucléaire nationale dans la région de Beznau (Argovie).

Programme complet dans le prochain numéro de ContrAtom.

EXPOSITIONS/ FILMS/DÉBATS

Du 18 avril au 2 mai

Expo de photos géantes de Guillaume Briquet, Quai Général Guisan, parrainée par la Ville de Genève.

Du 27 au 30 avril

Expo photos JJK «Tchernobyl mon amour»

à La Pinacothèque, 28 r. de Montbrillant (Îlot 13). Finissage le 30 avril de 11h à 18h

du 2 au 13 mai

Expo photos au Grütli: La menace d'une mine d'uranium, Falea/Mali
soutenue par la Ville de Genève.

du 12 au 15 avril dès 19h45

Le festival des atomisés. Maison des Associations Rue des Savoises 15

Projections de films Greenpeace / consulter les détails sur www.contratatom.ch

Mercredi 20 avril 19h

Maison des Associations rue des Savoises 15.

Conférence débat:

Tchernobyl 25 ans après, conséquences sur la santé, Gilles Godinat/Andréas Saurer.

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

CONTRATOM